



[Handwritten signatures]

N° **24**

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

21 MARS, 2023

/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 DU
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES ACROW, FINANCEMENT : BIP DU
MINTP, EXERCICES 2023 ET SUIVANTS.

1. **Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction des ponts métalliques ACROW.

2. **Allotissement**

Les travaux sont constitués en deux (02) lots présentés comme suit :

Lot	N°OA	Délai	Itinéraire	Rivière	Délai (mois)	Montant prévisionnel (en FCFA)
Lot 3	17	Est	Yokadouma - Mboy II - Frontière RCA	Bangue	10	598 413 919
Lot 7	29	Sud	Nkolandom (Inter N2) - Makomo	Didim	10	627 242 057
TOTAL						1 225 655 976

3. **Consistance des travaux**

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat porteront sur les tâches suivantes :

- Installation de chantier ;
- Laboratoire de chantier ;
- Terrassements ;
- Chaussée et accotement ;
- Assainissement ;
- Piles et culées ;
- Tablier métallique ;
- Accès en bicouche ;
- Signalisation.

Ces travaux sont amplement définis dans le CCTP.

4. **Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais.

5. **Mode de soumission**

Le mode de soumission est : «**En ligne ou hors ligne (on/offline)** ». Autrement dit, les deux types de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner simultanément en ligne et hors ligne pour cet même Appel d'Offres.

6. **Financement**

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2023 et suivants, Imputation : 36 03 33 00 093 3606. Le coût prévisionnel des travaux est d'un milliard deux cent vingt cinq millions six cent cinquante cinq mille neuf cent soixante seize (1 225 655 976) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

7. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des marchés est respectivement de dix (10) mois pour chacun des lots 3 et 7. Ces délais courts à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics et d'un montant tel qu'indiqué dans le tableau

Lots	Montant de la caution (en FCFA)
Lot 3	Neuf millions (9 000 000)
Lot 7	Dix millions (10 000 000)

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

11.1. Pour la soumission hors ligne

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermées et scellées dont :

- l'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;

- l'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en concerné.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

11.2. Pour la soumission en ligne :

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3)

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Remise des offres

12.1. Pour la soumission hors ligne :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies marqués comme tels, devra être déposée contre récépissé, sous plis fermés, à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, au plus tard le 26 APR 2023 à 11 heures. Elle devra porter la mention :

N° 24 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 DU 21 MARS 2023,
 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES
 PONTS METALLIQUES ACROW
 FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2023 ET
 SUIVANTS, IMPUTATION : 36 03 33 00 093 3606.
 A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les offres parvenues après la date et heure limites de dépôt ne seront pas reçues.

12.2. Pour la soumission en ligne :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 26 APR 2023 à 10 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 26 APR 2023 à 10 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 24 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 DU 21 MARS 2023,

**EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES
PONTS METALLIQUES ACROW, FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU
MINTP, EXERCICES 2023 ET SUIVANTS, IMPUTATION : 36 03 33 00 093 3606.**

(Copie de sauvegarde) ».

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation du dossier administratif, des offres technique et financière seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée par le Ministre en charge des Finances à émettre les cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant **trente (30) jours** au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des enveloppes A, B, C contenant les pièces administratives, les offres technique et financière aura lieu le 26 APR 2023 à **11 heures précises** dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

La Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence ou non-conformité de l'original du cautionnement provisoire (caution de soumission) à l'ouverture des plis ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après un délai de 48 heures accordé par la Commission Interne de Passation des Marchés.

b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif (indiquant les éléments prouvant l'existence de l'ouvrage), signé à la dernière page par le soumissionnaire ;
- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP;
- **État financier du soumissionnaire des trois (03) dernières années (2020-2022)**
Le soumissionnaire doit fournir les copies des états financiers certifiés par expert-comptable de son entreprise au cours des trois (03) dernières années (2020-2022). Ces états financiers doivent justifier

que le soumissionnaire a un chiffre d'affaires cumulé moyen sur les trois (03) dernières années (2020-2022), d'au moins trois cent millions (300 000 000) de FCFA pour chacun des lots;

- Référence du cocontractant prouvant que l'entreprise a réalisé un marché de travaux d'ouvrage d'art ou routier, d'un montant supérieur ou égal à cent millions (100 000 000) de FCFA pour chacun des lots ;
- Une note d'Organisation et méthodologie constituée des éléments ci-après :
 - Le planning des travaux ;
 - Les approvisionnements ou matériaux de chantier ;
 - Les travaux qu'il envisage de sous-traiter ;
 - Les dispositions envisagées pour l'utilisation de la main d'œuvre locale (technique HIMO) ;
 - Les dispositions relatives au respect des mesures environnementales ;
 - Les dispositions envisagées en cas d'attribution de deux lots (méthodologie, personnel et matériel supplémentaire à mobiliser) ;
 - Liste des chantiers en cours avec leur taux d'exécution ;
- Une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, pour préfinancer les travaux, objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins :

Lots	Montant de la capacité financière (en FCFA)
Lot 3	Cent quatre-vingt millions (180 000 000)
Lot 7	Cent quatre-vingt-dix millions (190 000 000)

NB : L'attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, doit être conforme au modèle qui est joint au DAO.

- Un Conducteur des Travaux ne remplissant pas les critères de qualification et d'expériences demandées dans le RPAO ;
 - Non justification de la possession en propre de l'un des matériels minimums suivants :
 - Deux camions benne ;
 - Une pelle excavatrice ;
 - Une bétonnière $\geq 3\ 000$ litres ;
 - Une Moto Pompe ;
 - Un Pick up ;
 - Un Compacteur.
 - Non justification de la possession en propre ou en location d'une foreuse complète pour le lot comportant des pieux (Lot7) ou un contrat de sous-traitance pour ces travaux dont le matériel sera justifié par le sous-traitant.
- c) **Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :**
- Une soumission timbrée, datée signée et cachetée;
 - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cachetée à la dernière page ;
 - Le devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
 - Les sous détail des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.
- d) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- e) Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE et les Sous – détails des prix unitaires ;
- f) Non-respect du format de fichier des offres (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;
- g) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;
- h) N'avoir pas obtenu au moins un total de 22 critères sur l'ensemble des 29 critères essentiels.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 29 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 18 critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 10 critères ;
- c) Les références du soumissionnaire sur 01 critère ;

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques et administratives et financières requises. Un soumissionnaire ne peut être attributaire que d'un (01) lot.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours au sein du MINTP, a des performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance ou contrat en cours de résiliation).

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

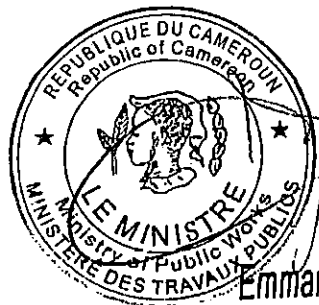
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé le 21 MARS 2023


Emmanuel NGANOU D.



A
Handwritten signature

No. **24** OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 OF **21 MARS 2023**

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT
ACROW STEEL BRIDGES, FINANCING: MINTP PIB- FINANCIAL YEAR 2023 ET SEQ.

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the implementation of the Investment Budget of the Ministry of Public Works, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues an Open National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of works to construct ACROW steel bridges.

2. Allotment

The works shall be divided into two (2) lots as follows:

Lot	No. of engineering structures (ES)	Time frame	Route	River	Time frame (month)	Estimated cost (CFAF)
Lot 3	17	East	Yokadouma--Mboy II-CAR Border	Bangue	10	598,413,919
Lot 7	29	South	Nkolandom (Inter N2)-Makomo	Didim	10	627,242,057
TOTAL						1,225,655,976

3. Scope of works

The works to be carried out under the contract shall concern the following tasks:

- Site installation;
- Field laboratory;
- Earthworks;
- Pavement and shoulders;
- Drainage;
- Piers and abutments;
- Metal deck;
- Bilayer access roads;
- Road signs.

These works are more detailed in the Special Technical Specifications (CCTP).

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to contractors or joint ventures of the Building and Public Works sector governed by Cameroon or foreign laws.

5. Bidding method:

Bidding shall be carried out as follows: "On-line or off-line" In other words, both methods are admitted. However, one shall not submit bids both on-line and off-line for this Call for Tenders.

6. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2023 et seq., Line: 36 03 33 00 093 3606. The estimated cost of the work is one **billion two hundred and twenty five million six hundred and fifty five thousand nine hundred and seventy six (1,225,655,976) CFA Francs including taxes.**

7. Execution time frame

The global execution time frame for contracts is **ten (10) months for each of lots 3 and 7.** This time frame runs from the date of notification of the start-up service order.

8. Provisional guarantee (bid bond)

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued, in keeping with the model indicated in the tender documents, and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts. The amount shall be as follows:

Lots	Amount of the bond (in CFAF)
Lot 3	Nine million (9,000,000)
Lot 7	Ten million (10,000,000)

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision; If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the performance security shall have been constituted. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

The physical version of the Call for Tenders may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 and the soft copy on COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this Call for Tenders.

10. Acquisition of the Tender Documents

The Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **two hundred thousand (200,000) CFA francs.**

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

11.1. For off-line tendering:

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes enclosed in a sealed envelope:

- Envelope A containing Administrative documents (Volume 1);
- Envelope B containing the technical offer (Volume 2);
- Envelope C containing the Financial offer (Volume 3).

These three envelopes presented shall be enclosed in a single and sealed envelope bearing only the title of the concerned Call for Tenders.

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of same colour other than white.

11.2. For on-line tendering:

The maximum size of above mentioned documents (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

12. Submission of tenders

12.1. For off-line tendering:

Drafted in English or French and in octuplicate (8) including one (1) original and seven (7) copies, labelled as such, each tender shall be submitted, against a receipt, in a sealed envelope at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, no later than ~~26 APR 2023~~ at 11 a.m. It shall bear the following:

No. 24 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS 21 MARS 2023
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 OF _____,
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT ACROW
STEEL BRIDGES, FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEAR 2023
ET SEQ, LINE: 36 03 33 00 093 3606.
To be opened only at the tender evaluation session"

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

12.2. For on-line tendering:

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 26 APR 2023 at 10 a.m.

In addition, a back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD shall be submitted in a sealed envelope against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 latest on 26 APR 2023 at 10 a.m. It shall bear the following.

No. 24 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2023 OF 21 MARS 2023,
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT ACROW
STEEL BRIDGES, FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEAR 2023
ET SEQ, LINE: 36 03 33 00 093 3606.
(Back-up copy)."

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline and those not respecting the separation mode of administrative documents from technical and financial offers shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for **thirty (30) days** with effect from the expiry of the tender-validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in a single step. Envelopes A, B, C containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on **26 APR 2023** at 11 a.m in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure, Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, located at the Centre Regional Delegation of Public Works in Yaounde.

Tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a joint-venture) with sound knowledge of their file.

The Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1. Eliminatory criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-conformity of the original provisional guarantee (bid bond) during the opening of tenders;
- Absence or non-conformity after the 48-hour extension period given by the Internal Tenders Boards, of one of the administrative documents at the opening of tenders.

b) Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:

- Dated and stamped attestation of site visit, signed by the tenderer;
- A documented and illustrative site visit report, (indicating the elements proving the existence of the structure), signed on the last page by the tenderer;
- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that they are not on the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts (MINMAP);
- **Financial statement of the tenderer for the last three (3) years (2020-2022)**
The tenderer must provide copies of their company's certified financial statements for the last three (3) years (2019-2021). These financial statements must justify that the tenderer has an average cumulative turnover over the last three (3) years (2020 2022) of at least **three hundred million (300,000,000) CFA francs for each lot;**
- Reference of the co-contractor proving that the contractor carried out an engineering structures contract worth at least **one hundred million (100 000 000) of FCFA for each lot;**
- **An Organisation and methodology note consisting of the following elements:**
 - Works schedule;
 - Site supplies or materials;
 - Works to be subcontracted;
 - Proposed measures for the use of local labour (HIMO technique);
 - Provisions for compliance with environmental measures;
 - Proposed measures in the event of the award of two lots (methodology, staff and additional equipment to be mobilised);
 - List of ongoing projects with their execution rate;

- An attestation of financial capacity or available credit line, issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance, certifying that it is capable of pre-financing the services up to an amount at least:

Lots	Amount of the financial capacity (in CFAF)
Lot 3	One hundred and eighty million (180,000,000)
Lot 7	One hundred and ninety million (190,000,000)

Note: The attestation of financial capacity or available credit line must be in accordance with the model attached to the Tender Documents.

- A Foreman not meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation;
 - Not showing proof of the following minimum in-house equipment:
 - Two Dump truck;
 - One Concrete mixer > 3,000 litres;
 - A tractor excavator;
 - One Motor-pump;
 - One Pick up;
 - One Compactor.
 - Failure to proof ownership or rental of a complete drilling rig for lots involving piles (Lot 7) or a subcontract for this work with equipment to be justified by the subcontractor
- c) **Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:**
- A stamped dated and signed bid;
 - A Unit Price Schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page, and signed and stamped on the final page;
 - Signed, stamped and dated Bill of Quantities;
 - Quantified unit price sub-detail initialled on every page.
- d) **False declaration, forged or unauthentic documents;**
- e) **Absence of a quantified unit price in UPS, BOQ and the Unit price sub-detail;**
- f) **Non-compliance with the file format (for on-line tendering only);**
- g) **Absence of the backup copy in case of malfunctioning of the COLEPS platform (for on-line tendering only);**
- h) **Failure to meet a total of 22 criteria on the 29 essential criteria.**

15.2 Essential criteria

The technical proposals shall be evaluated on 29 criteria as per the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on **18 criteria;**
- b) Equipment to be mobilised on **10 criteria;**
- c) Contractor's references on **1 criterion;**

Note: Any public service employee listed among the staff, who did not submit all documents justifying their availability notified by the Public Service, shall not be accepted.

16. Tender validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline.

17. Contract award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the required technical, administrative and financial capabilities. A tenderer shall not be awarded more than one (1) lot.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract with MINTP, whose performance is not satisfactory (formal notice whose assessment was deemed unsatisfactory or the failure established or contract being terminated).

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tender Unit situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 or on line on COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

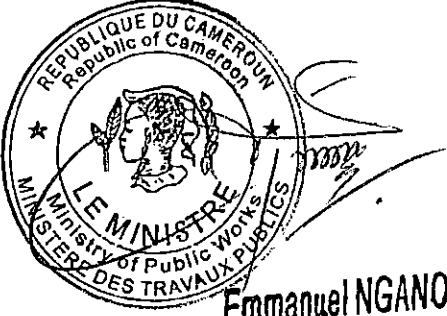
19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight against corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaounde, 21 MARS 2023



Emmanuel NGANOU D.